

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Banken</b>
Akteure	<b>Grenada</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1989 - 01.01.2019</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Banken, Grenada, 2016 - 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Geld, Wahrung und Kredit	1
Banken	1

# Abkürzungsverzeichnis

**AIA** Automatischer Informationsaustausch  
**SIA** Steuerinformationsabkommen

---

**EAR** Echange automatique de renseignements  
**AERF** Accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Geld, Wahrung und Kredit

#### Banken

**BUNDESRATSGESCHAFT**  
DATUM: 17.06.2016  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil national a donné son aval pour l'entrée en vigueur de deux nouveaux accords sur l'**change de renseignements fiscaux (AERF)**. Il a voté par 128 voix contre 47 et 13 abstentions en faveur de l'accord avec le **Belize**, et par 131 voix contre 43 et 16 abstentions pour l'accord avec la **Grenade**. Des voix contre cet accord ont rsonn uniquement chez le parti agrarien. Le Conseil des Etats a validé les deux accords à l'unanimité. L'objectif de ces accords est de faciliter l'échange de renseignements fiscaux afin d'être en adéquation avec les normes internationales.<sup>1</sup>

**BUNDESRATSGESCHAFT**  
DATUM: 12.12.2017  
GUILLAUME ZUMOFEN

Avec une ligne similaire à celle de sa chambre sœur, la chambre des cantons a remanié le projet d'**introduction de l'échange automatique de renseignements (EAR) relatifs aux comptes financiers avec 41 Etats partenaires** labor par le Conseil fédéral. Alors que les premiers échanges devraient avoir lieu dès 2018, le Conseil des Etats a inscrit le principe de spécialité dans le projet de loi. Tout comme le Conseil national, il souhaite ainsi que les renseignements transmis ne puissent être utilisés qu'à des fins fiscales. L'objectif est de renforcer la protection juridique individuelle. Par contre, la chambre des cantons n'a pas estimé nécessaire d'introduire des mesures liées à la prévention de la corruption dans le pays partenaire. Les accords avec les 41 Etats partenaires ont été validés. Au final, le Conseil national s'est aligné sur les modifications du Conseil des Etats. Ainsi, l'UDC, qui se battait contre ces accords, a finalement d baisser pavillon. Tous les accords, même ceux avec l'Arabie Saoudite et la Nouvelle-Zélande, ont été adoptés et les critères de prévention de la corruption abandonnés.<sup>2</sup>

1) BO CE, 2016, p.570; BO CE, 2016, pp.265s.; BO CN, 2016, p.1216; BO CN, 2016, pp.225 s.; Communiqué de presse WAK-N/CER-N; Communiqué de presse WAK-S/CER-E; RO 2016, p.4103 (Belize); RO, 2016, p.47 (Grenade)

2) BO CE, 2017, pp.861 s.; BO CE, 2017, pp.948 s.; BO CN, 2017, pp.1970 s.; NZZ, 6.12.17; NZZ, 13.12.17